

### Le 15 mars à Loches

**Plus de 60 collègues PsyEN, Dcio, personnels administratifs sont venus protester contre les suppressions de postes administratifs mais aussi contre la nouvelle tentative de régionalisation et contre les menaces qui pèsent sur les CIO.**

Suite aux annonces de suppression de 7,5 postes administratifs dans 5 CIO, Bourges, Chartres, Orléans, Loches, Nogent et Amboise, le Snes-Fsu a appelé les personnels à se rassembler à Loches lors de la venue d'E Macron et de JM Blanquer.



Devant le collège G Besse

Plus de 60 collègues étaient présents au rendez-vous. Un représentant de la FCPE était également présent ainsi qu'un représentant de la CGT.



Après le rassemblement devant le collège G Besse, nous nous sommes dirigés vers le lycée où E Macron et JM Blanquer devaient effectuer une visite. Nous avons été stoppés au rond point avant le lycée.



Au rond point

Nous avons été reçu à la sous-préfecture par un conseiller du Ministre, le SG du rectorat et le CSAIO



## **Compte rendu de la rencontre à la Sous Préfecture :**

### **Les points abordés :**

- les postes administratifs supprimés et la méthode utilisée pour les annoncer :
- la carte des CIO et l'avenir des points d'accueil :
- la régionalisation et lecture de la dépêche de l'AEF nous concernant :

*« Jean-Marc Huart de la DGESCO: Notre objectif est de renforcer la cohérence d'ensemble du pilotage de l'orientation. Les régions ont des compétences sur le développement économique, connaissent le tissu économique local et maîtrisent les cartes des formations. Depuis la loi du 5 mars 2014, elles coordonnent les SPRO et elles ont parfois, avec l'État, la cotutelle des Carif-Oref. Dans une perspective de formation tout au long de la vie, il est cohérent qu'elles puissent intervenir dans les établissements scolaires pour faire connaître les métiers et les formations en étant en phase avec l'économie locale. L'idée est de compléter ce qui se fait déjà en matière d'information sur l'orientation par une approche plus ancrée territorialement. Concernant les psychologues de l'Éducation nationale, l'Onisep et les CIO, les échanges sont en cours sur cette question avec nos partenaires, notamment les régions. »*

- les conditions de travail qui nous empêchent de réaliser correctement notre travail et le mal être de la profession qui en découle. Le manque de personnel : pas de création de puis plus de 30 ans (sauf dans l'académie de Créteil il y a 20 ans). La prise en charge de situations individuelles de plus en plus difficiles et complexes...
- le mépris de notre institution : plan étudiant dans lequel nous ne sommes cités qu'une fois. Le Ministre qui ne nous cite jamais quand il est question d'accompagnement à l'orientation.
- la situation du CIO d'Amboise logé dans des algécos sans point d'eau, sans toilettes avec des problèmes de confidentialité énormes... Nous avons dénoncé la façon dont les choses ont été réalisées : il aurait été plus simple de continuer à payer un loyer de 350 euros en attendant les travaux dans le lycée d'accueil.

La FSU a abordé la question des services publics, de la ruralité, de la suppression des postes dans la fonction publique. Nous avons remis un CP de la FSU (voir page 4).

### **Réponse de Thierry Ledroit conseiller du ministre :**

- les urnes ont parlé donc il faut appliquer la politique d'E Macron
- il faut revoir les lieux et l'organisation des services publics. « Si tout allait bien on ne transformerait pas » et « les transformations ne sont pas contre les fonctionnaires ».
- les usagers ne sont pas contents de leurs services publics. A quoi nous avons répondu que c'était normal dans la mesure où ils sont mis à mal depuis plusieurs années et de plus en plus dans l'incapacité de répondre aux besoins des usagers
- concernant les propos de la DGESCO : « ce ne n'est pas la Dgesco qui décide » mais « les régions peuvent intervenir sur les questions d'orientation ».
- concernant parcours sup : « nous n'allons pas faire une circulaire à chaque fois »

...

### **Réponse du SG concernant les postes administratifs et les points d'accueil :**

- le rectorat est revenu sur la suppression des 3 postes dans les 3 points d'accueil et le SG a reconnu que la méthode utilisée « n'avait pas été la bonne ». Mais il y a bien 4,5 postes administratifs sur les 9 supprimés au total, qui le seront dans les CIO.
- les 3 points d'accueil seront conservés avec leur poste administratif mais il y aura négociation avec la région pour financer le budget de fonctionnement. Mais quelle en sera la contrepartie ? Un point d'accueil rattaché à un CIO peut-il avoir un budget d'une origine différente de celle de son CIO de rattachement ?
- le SG a promis de venir visiter le CIO d'Amboise

**Nous avons rappelé notre demande d'audience qui date de novembre : une date nous avait été proposée le 30 janvier et annulée par le rectorat.**

**Pour le développement des services publics, pour le maintien  
du statut de fonctionnaire, contre le gel du point d'indice ,  
contre la journée de carence ... TOUS EN GREVE le 22 MARS**

**Dans le Cher :**

BOURGES 10h30 Place Séraucourt  
VIERZON 10h30 Forum République  
ST-AMAND 10h30 Place de la République  
LA GUERCHE 10h30 Place du Général de Gaulle

**Dans l'Eure-et-Loir :**

A 10H30, AG des grévistes FSU dans nos locaux de Champhol.  
14H30 à partir de la place des Halles à Chartres

**Dans l'Indre :**

10h place de la République à Châteauroux

**Dans l'Indre-et Loir :**

Manifestation 10h place de la Liberté à Tours.

**Dans le Loir-et-Cher :**

14h à la préfecture à Blois

**Dans le Loiret :**

MANIFESTATIONS LE 22 MARS 2018 à 10h30 à :

Orléans : place de l'étape

Montargis : place du Pâtis

Pithiviers : lieu à préciser

Gien : lieu à préciser

**MAL PAYÉ-E  
MÉPRISÉ-E  
PRÉCARISÉ-E  
ASSEZ !**



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

## Communiqué de presse de la FSU

### **Visite du Président Macron dans l'Indre et Loire : des projets réactionnaires à l'affiche !**

Le Président de la République s'offre une visite de deux jours en Touraine pour – dit-on – « approfondir un thème qui lui tient à coeur : l'éducation, l'apprentissage et la formation professionnelle ».

Mais le côté réactionnaire de ses choix politiques transparaît dans son programme : son soutien ostensible à l'apprentissage va à l'encontre d'une politique de formation professionnelle ambitieuse, qui s'adresserait au plus grand nombre, qui chercherait à développer les compétences et le niveau de formation dans une région déjà en retard, qui chercherait à réduire le nombre de décrocheurs et de jeunes sans emploi ni formation.

Ainsi, en choisissant d'inaugurer un CFA des Compagnons du Devoir, il continue non seulement de faire la promotion de l'apprentissage comme modèle de formation professionnelle, mais il affiche clairement sa préférence pour des centres privés, ce qui correspond à la philosophie de sa réforme de l'apprentissage et du programme action publique 2022 dans le cadre duquel il est question de transférer des missions de services publics vers des opérateurs privés.

Pourtant les limites de l'apprentissage sont connues : ce système reste discriminant et inégalitaire. Les supposés bénéfices apportés aux apprentis en sortie de formation restent en fait en grande partie liés aux discriminations à l'embauche et ne tiennent pas compte des ruptures de contrat, très supérieures au décrochage scolaire. En outre, plusieurs enquêtes sociologiques montrent que les ex-apprentis connaissent une évolution de carrière moins importante au cours de leur vie professionnelle. Faire ainsi de l'apprentissage la pierre angulaire de la formation professionnelle initiale, c'est mettre en avant le modèle du XIX<sup>ème</sup> siècle et ce, à la grande satisfaction du patronat. À l'opposé, les lycées technologiques et professionnels ont su montrer depuis des années leur utilité dans la démocratisation du système éducatif et dans l'élévation générale des qualifications. En accueillant tous les élèves, quelles que soient leurs origines, ils participent à l'insertion de nombreux jeunes. C'est ce modèle que le gouvernement a décidé d'attaquer.

Pour sa deuxième visite, le Président se rendrait dans une école qui a développé des liens forts avec le collège voisin. Si les relations entre premier et second degrés sont nécessaires, cette visite ne doit pas être le prétexte pour faire ressurgir l'idée selon laquelle une partie du collège devrait rejoindre le premier degré. Ce serait là encore la démonstration d'une vision réactionnaire du système éducatif. À l'opposé,

la FSU porte l'idée de prolonger la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans et de structurer le système éducatif autour de cet objectif, avec entre autre, un collège faisant partie intégrante du second degré et un lycée, organisé en voies et en séries, dont le contenu et l'articulation doivent être repensés.

**Enfin, la FSU Centre - Val de Loire appelle l'ensemble des personnels des CIO de l'académie à la grève le jeudi 15 mars pour protester contre les suppressions de postes de personnels administratifs et le désengagement de l'État dans le financement des points d'accueil. En outre, les dernières déclarations du DGESCO à l'AEF montrent une volonté renouvelée de voir les régions prendre plus d'importance dans l'orientation des élèves dans l'objectif de répondre aux seuls besoins des entreprises locales. Les personnels des CIO entendent ainsi exprimer leur opposition à cette vision adéquationniste de l'orientation et leur colère d'être mis sur la touche dans le cadre du plan étudiant. Un rassemblement se tiendra à 10h devant le collège Georges Besse de Loches.**